

SON CENTRE DE MAINTENANCE ATTRIBUÉ DE GRÉ À GRÉ

Tassili Airlines au centre d'un autre scandale ?

L'attribution du marché de la réalisation du centre de maintenance de la compagnie Tassili Airlines soulève encore des interrogations. La filiale du groupe Sonatrach avait attribué ce marché à un groupement d'entreprises canadiennes selon la formule du gré à gré.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Après les irrégularités constatées dans les contrats de vente des avions de ligne Bombardier, la compagnie Tassili Airlines pourrait être au centre d'une nouvelle affaire. Celle-ci concerne l'attribution de la réalisation d'un centre de maintenance et d'exploitation.

La construction de cette infrastructure a été confiée à un groupement canadien comprenant les entreprises Axor, Teknika-Hba et Scatt (ATS). Il semblerait que la procédure d'attribution soit loin d'être conforme aux mesures imposées par le Code des marchés publics. Ce projet a, en effet, été accordé à ATS dans le cadre d'un gré à gré alors qu'aucun impératif d'urgence ne s'imposait pour le choix de cette formule. D'un montant initial d'un milliard de dinars, dont 14 millions de dollars canadiens transférables, le centre a coûté beaucoup plus cher. Une surévaluation

accordée au titre de trois avenants conclus entre Tassili Airlines et ATS en janvier, juillet et novembre 2009. Un surcoût «provoqué» par un rallongement des délais de réalisation. Le centre a été réalisé en 30 mois au lieu des 8 mois prévus lors de la signature du contrat.

L'Inspection générale des finances a enquêté sur ce dossier en juin 2010, soit un mois seulement après le limogeage de Chakib Khelil du ministère de l'Energie et des Mines.

En décembre 2010, Noureddine Cherouati, alors P-dg de la Sonatrach, saisit la direction générale de Tassili Airlines à travers une instruction pour exiger des éclaircissements sur les «irrégularités» constatées par l'IGF. La question du mode de passation de marché figure parmi les points relevés. «Recours injustifié à la procédure de gré à gré dans le cadre d'un marché de réalisation d'un



centre de maintenance confié à un groupement canadien dénommé Axor, Teknika-Hba et Scatt», note l'ancien P-dg de la compagnie pétrolière. Dans sa correspondance, il fait également référence à la problématique du dépassement du délai contrac-

tuel et à la conclusion des trois avenants. «Compte tenu du caractère urgent que revêtent certaines opérations, je vous instruis d'ores et déjà de prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour apporter des correctifs dans les délais raison-

nables et me tenir informé du déroulement de chacune des opérations, y compris les mesures et sanctions à l'encontre des personnes ayant été la cause de ces dépassements. Je ne saurais insister davantage sur l'urgence de cette instruction», écrivait alors Noureddine Cherouati dans cette instruction. Il semblerait qu'il n'ait obtenu aucune réponse. Des sources proches de la Sonatrach indiquent que la direction de Tassili Airlines a été une nouvelle fois saisie à propos de cette affaire vers la fin de l'année 2012. Reste le choix des entreprises canadiennes. Comment expliquer la sélection d'Axor, Teknika-Hba et Scatt et les facilités qui leur ont été accordées ? Pourquoi Tassili Airlines a-t-elle réalisé une infrastructure qui ne peut accueillir que des appareils du constructeur Bombardier alors que le plan de développement prévoyait l'acquisition d'avions de plus grande envergure ? Aujourd'hui, la compagnie aérienne de Sonatrach est obligée de confier la maintenance de ses Boeing 737 à Air Algérie.

T. H.

DÉPÉNALISATION DE L'ACTE DE GESTION

Banquiers et magistrats se concertent

Le processus portant dépenalisation de l'acte de gestion est passé depuis quelque temps à la vitesse supérieure. Selon une source judiciaire, une importante réunion a regroupé hier des représentants de l'Association des banques et des établissements financiers (Abef) avec ceux du ministère de la Justice pour finaliser le dossier.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La réunion, tenue au siège du département de la justice, avait pour ordre du jour d'engager une dernière réflexion sur deux textes de loi. Le premier traite de la problématique en général et concerne la dépenalisation de l'acte de gestion, le second évoque le statut pénal de l'activité du banquier.

Cette réunion, explique notre source, est considérée «comme l'ultime étape avant que l'avant-projet ne soit soumis au Conseil du gouvernement». Cette réunion entre l'Association des banques et le ministère de la Justice est

perçue comme la «dernière après une série de réunions tenues depuis le début de l'année».

L'annonce avait été déjà faite par le délégué général de l'Abef, Abderrezak Trabelsi. Ce dernier avait déclaré, il y a quelques jours : «Nous (Abef, Ndlr) allons soumettre au ministère de la Justice un projet de texte qui prend en charge de façon claire et efficace le problème de pénalisation de l'acte de gestion. Une fois validé par le ministère de la Justice, ce texte «sera présenté lors de la prochaine réunion du gouvernement pour être ensuite soumis au Parlement.»

Cependant, à la question de savoir s'il s'agit d'un nouveau texte ou d'une correction d'une loi déjà existante, le délégué général de l'Abef a répondu que «c'est au ministère de la Justice d'en décider». Il n'en demeure que le texte en question, ajoute la même source, «prendra en charge la dépenalisation de l'acte de gestion en général» et comprendra le «statut pénal de l'activité du banquier». «Il est extrêmement important de définir clairement les cas de négligence manifeste en vue de statuer sur un acte commis par un banquier, s'il s'agit réellement d'un délit ou seulement d'une faute professionnelle», avait récemment expliqué M. Trabelsi, selon lequel «on ne peut pas s'attendre à une plus grande implication des banquiers dans l'octroi des crédits dès lors qu'on pénalise la prise de risque».

Pour rappel, le ministre de la Justice et garde des Sceaux, celui des Finances, la Banque d'Algérie et l'Abef ont été chargés par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, dans une instruction rendue publique le 10 décembre dernier, de former un groupe de travail dont la mission est de trouver une solution définitive au problème de la pénalisation de l'acte de gestion, très «pénalisant», selon les gestionnaires.

Le chef de l'Etat, faut-il le rappeler, avait chargé le gouvernement en 2011 de préparer les dispositions législatives appropriées en vue de la dépenalisation de l'acte de gestion pour «rassurer davantage les cadres gestionnaires sans que cela ne puisse signifier l'impunité».

Comme il est important de noter que les articles pénalisant cet acte, contenus dans le code

pénal et dans la loi sur la lutte contre la corruption, ont été déjà abrogés. Des spécialistes de la question, des avocats en particulier, avaient plaidé pour la dépenalisation de l'acte de gestion, estimant, à juste titre, que de nombreux cadres ont été victimes de cette législation qui, en outre, «ternissait» l'image du pays et impactait négativement l'économie nationale. Pour eux, «l'évaluation» de l'acte de gestion «n'est pas du ressort de la justice» et qu'en cas d'erreur de gestion, «on peut recourir à la sanction disciplinaire en rétrogradant le chef d'entreprise fautif ou en le relevant de ses fonctions».

Selon ces avocats, la notion de gestion «n'est pas parfaite et ne peut échapper à des erreurs», ajoutant que des cadres «ont été des boucs émissaires».

A. B.

48 HEURES APRÈS LEUR DISPARITION À CONSTANTINE

Haroun et Zaki toujours introuvables

Un climat de psychose invraisemblable s'est installé parmi les habitants de Constantine, notamment à la Ville Nouvelle Ali-Mendjeli, après l'enlèvement samedi de deux enfants âgés d'à peine 10 ans.

L'inquiétude des parents encore marquée par les drames de la petite Chaima et Soundous s'est accentuée davantage, à mesure que le temps passe, sans que Haroun et Zaki donnent signe de vie.

Les folles rumeurs qui ont circulé depuis dimanche, donnant les deux enfants tantôt pour morts et tantôt sains et saufs, n'ont pas, à vrai dire, apaisé les familles qui craignent le pire devant d'impensables scénarios relayés par le bouche-à-oreille.

Certaines versions n'hésitent d'ailleurs pas à évoquer le trafic d'organes humains comme alibi du rapt des deux innocents. Aussi, dans la journée de dimanche, une rumeur qui s'est propagée comme une traînée de poudre, plongeant les familles dans une effroyable inquiétude, faisait état de la

disparition mystérieuse d'une fillette de 13 ans résidant à la cité El Istiqlal, toujours à la Nouvelle Ville Ali Mendjeli. Une information que les services de sécurité ont rapidement démentie.

Ainsi, à la Nouvelle Ville, lieu où a été commis le rapt des deux écoliers, les esprits fortement marqués. En un mot, pris de panique, les parents ne quittent plus désormais leurs bambins des yeux. Même pour un seul instant. Hier, pratiquement tous les écoliers étaient accompagnés par un adulte à l'heure de la rentrée des classes à 8 heures du matin. A ce propos, les chefs de famille nouvellement recasés notamment aux Unités de voisinage 18 et 19 pris de panique et craignant pour la sécurité de leur progéniture ont préféré ne pas les envoyer à l'école. Les éta-

blissements scolaires où sont inscrits les enfants sont distants de leur lieu de résidence de plusieurs kilomètres. Autre fait marquant, suite à la disparition mystérieuse de Haroun et Zaki, l'extraordinaire élan de solidarité manifesté par les citoyens de tout bord et des quatre coins du pays à l'endroit des familles des deux enfants, notamment à travers les réseaux sociaux qui ont relayé l'avis de recherche et la détresse des parents, exprimant par la même occasion leur solidarité.

Dans le voisinage, ce sont carrément des marées humaines qui multiplient les fouilles dans les alentours et recoins de la méga-cité Ali Mendjeli, prêtant une appréciable aide aux services de sécurité, entièrement mobilisés, de leur côté, autour de cette affaire.

Aussi, la réaction des parents n'est pas fortuite, l'endroit où sont implantées les unités de voisinage est en fait un vaste espace en chantier auquel vient se greffer en amont,

un champ qui va jusqu'à la commune de Aïn Smara. Aussi, les habitants des UV 18 et 19 que nous avons rencontrés, hier dans la matinée, n'ont pas manqué d'exprimer leur consternation s'agissant de l'insécurité et la montée de la délinquance. D'ailleurs, dans la nuit de dimanche à lundi, ils ont organisé une marche pour réclamer plus de sécurité.

L'enquête au point mort

S'agissant de l'enquête sur l'enlèvement des petits Ibrahim et Zaki, il semblerait que les enquêteurs qui suivent plusieurs pistes piétinent et disposent de peu d'éléments à même de les conduire à l'identification du ou des ravisseurs.

Interrogés à ce sujet, les chargés de communication de la gendarmerie et de la police ont assuré que l'enquête suit son cours et que leurs éléments ne ménagent aucun effort pour retrouver les gosses sains et saufs.

Farid Benzaïd